

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie  
\*\*\*\*\*  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL  
\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland  
\*\*\*\*\*  
MINISTRY OF AGRICULTURE  
AND RURAL DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

MAITRE D'OUVRAGE :

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

AUTORITE CONTRACTANTE :

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

COMMISSION COMPETENTE :

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES DU MINISTERE DE  
L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE  
COTATION N°002/DC/MINADER/PNADTPS/CIPM/2019 DU.....  
RELATIVE A L'ACQUISITIONS ET DISTRIBUTION DES ENGRAIS  
AUX PRODUCTEURS POUR LE COMPTE DU PROJET NATIONAL  
D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TABAC ET DES PLANTES  
STIMULANTES (PNADTPS).**

**Délai de livraison : Un (01) mois**

**FINANCEMENT : Budget du PNADTPS, Exercice 2019**

**LIGNE D'IMPUTATION : 53 30 392 01 3005**

**FEVRIER 2019**

**PIECE : N° 1**  
**AVIS DE CONSULTATION**  
**(Version Française)**



**AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION N°002/DC/MINADER/PNADTPS/CIPM/2019 DU 21 FEV. 2019... RELATIVE A L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES ENGRAIS AUX PRODUCTEURS POUR LE COMPTE DU PROJET NATIONAL D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TABAC ET DES PLANTES STIMULANTES (PNADTPS).**

**FINANCEMENT : BUDGET PNADTPS 2019.**

**1- Objet de la consultation**

Dans le but d'améliorer la productivité dans les exploitations agricoles de petite et moyenne importance, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de la Demande de Cotation relative à l'acquisition et distribution des engrais.

**2- Consistance de la prestation**

La prestation de la présente Lettre Commande comprend la fourniture de 178 sacs de 50 kg d'engrais minéraux (NPK 20-10-10) et 178 sacs de 50kg d'Urée.

**3- Délai et lieu de livraison**

3.1. Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet de la présente Consultation est de un (01) mois calendaire. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de service de commencer les prestations.

3.2. Les fournitures objet de la présente Lettre Commande seront livrées dans les magasins du PNADTPS à Bertoua.

**4- Allotissement**

La présente Consultation comporte un lot unique.

**5- Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération est de dix millions (10 000 000) de Francs CFA TTC.

**6- Participation et origine**

La participation à la Consultation est ouverte à égalité de conditions aux Société et Entreprises de droit Camerounaise exerçant dans le domaine.

**7- Financement**

Les prestations objet de la présente consultation seront financées par le Budget du PNADTPS ; Exercice 2019, Imputation : 53 30 392 01 3005.

**8- Caution de soumission**

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives ,un cautionnement de soumission établi par un établissement bancaire ou organisme financier habilité par le Ministre chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 09 de DC d'un montant de deux cent mille (200 000) francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics qui stipule que les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux , ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place de la caution de soumission, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit un hypothèques légale, soit une caution d'un Ets bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

#### **9- Consultation du Dossier de Consultation**

Le dossier de consultation peut être consulté aux heures ouvrables, au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Ressources financières et du Patrimoine/Service des Marchés à Yaoundé, 3<sup>ème</sup> chalet, Tel : 222 22 16 24, Fax 222 22 50 91.

#### **10- Acquisition du Dossier de Consultation**

Le dossier de consultation peut être obtenu au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Ressources financières et du Patrimoine/Service des Marchés à Yaoundé, 3<sup>ème</sup> chalet Tel : 222 22 16 24 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de dix-huit mille (18 000) francs CFA payable au Trésor Public territorialement compétent.

Par ailleurs les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète (boîte postale, Téléphone, Télécopie, e-mail)

#### **11- Remise des Offres**

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, au plus tard le **1.4.MARS.2019** à 14 heures précises, contre récépissé et devra porter la mention :

«AVIS DE LA DEMANDE DE COTATION N°002/DC/MINADER/PNADTPS/CIPM/2019 DU  
**2.1.FEV.2019** RELATIVE A L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES ENGRAIS AUX  
PRODUCTEURS POUR LE COMPTE DU PROJET NATIONAL D'APPUI AU  
DEVELOPPEMENT DU TABAC ET DES PLANTES STIMULANTES (PNADTPS)».

*« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »*

#### **12- Recevabilité des Offres**

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément au listing prévu au Règlement de la Consultation. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Consultation.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier de consultation pour cette Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement bancaire ou conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics qui stipule que les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux , ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place de la caution de soumission, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit un hypothèques légale, soit une caution d'un Ets bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur, entraînera le rejet pur et simple de l'Offre sans aucun recours.

#### **13- Ouverture des offres**

L'ouverture des offres aura lieu le **1.4.MARS.2019** à 15 heures précises à la Salle de Conférences de la DESA, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINADER.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée ayant une parfaite connaissance du dossier.

#### **14- Principaux critères éliminatoires :**

- Absence du cautionnement de soumission;
- Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- Non-respect des spécifications techniques ;
- Non-respect des modèles de pièces ;
- Dépassement du délai de livraison
- Arrêté d'homologation en cours de validité pour les sociétés détentrices de l'homologation, ou une lettre de la société detentricice de l'homologation par laquelle elle autorise ladite société à postuler au présent appel d'offres datant d'au plus trois (03) mois ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics ;

**NB:** Toutes les pièces doivent être certifiées conformes par une autorité administrative compétente et datées de moins de 03 mois.

#### **15- Attribution de la Lettre Commande**

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au Soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

#### **16- Durée de validité des Offres**

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant soixante (60) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

#### **17 - Renseignements Complémentaires**

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables au Service des Marchés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural à Yaoundé, Tel 222 22 16 24.

#### **18- Dénonciations**

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 ou 699 37 07 48.

Copies :

- ARMP
- Président CIPM
- Service des Marchés.

Yaoundé, le **21 FEV 2019**  
**Le Ministre**  
  
  
**Gabriel MBAIROBE**

**OPENED NATIONAL QUOTATION REQUEST TO TENDER  
N°002/ONQR/CIPM/MINARD/2019 OF THE 21.FEV.2019.. FOR THE  
DISTRIBUTION AND ACQUISITIONS OF FERTILIZERS TO PRODUCERS ON  
BEHALF OF THE NATIONAL SUPPORT PROJECT FOR THE DEVELOPMENT  
OF TOBACCO AND STIMULATING PLANTS (PNADTPS).**

*FINANCING: Budget of PNADTPS, Exercise 2019*

**1- Subject of the tender**

Within the framework of improving the productivity of small and medium size farm holders, the Minister of Agriculture and Rural Development hereby launches an Opened National Quotation Request to tender for the supply distribution and acquisition of fertilizers to Producers on Behalf of the National Support Project for the Development of Tobacco and Stimulating Plants.

**2- Nature of service**

The service of this contract includes supply of 178 bags of 50 kg of mineral fertilizer (NPK 20-10-10) and 178 bags of 50 kg of urea fertilizer.

**3- Delivery and place deadline**

3.1. The maximum delivery deadline provided for by the contracting Authority shall be one (01) month.  
3.2. The supplies subject of this contract will be delivered in the stores PNADTPS in Bertoua.

**4- Allotment**

The supplies shall be divided into single lot.

**5- Estimated cost**

The estimated cost of the operation following prior studies stands at ten million (10 000 000) Francs CFA.

**6- Participation**

This call is opened to all certified Cameroonian based-companies.

**7- Financing**

Supplies which form the subject of this tender shall be financed by the **Budget of PNADTPS, Exercise 2019 MINADER, imputation: 53 30 392 01 3005.**

**8- Consultation of Tender File**

For any complementary information on the tender file, the tenderers should contact the Contracts' Service at the Direction of Material and Financial Resources/Contracts Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé; Telephone: 222 22 16 24, Fax: 222 22 50 91.

**9- Acquisition of tender file**

The file may be obtained from the Contracts' Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24 as soon as this notice is published against

payment of non-refundable sum of eighteen thousand (18 000) Francs CFA francs, payable at Public Treasury.

Also, the tenderers will have to register, making sure at the same time that their address (postal, telephone, fax, e-mail) is provided in the Contract's Service during working hours.

#### **10- Submission of offers**

Tenders should be written in English or French and in **five (05) copies** with one (01) original and **four (04) photocopies**. This file should reach the Contracts' Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé, on or before the ..... at exactly 14.00 am local time and should carry the following labelled:

**“OPENED NATIONAL QUOTATION REQUEST TO TENDER  
N°002/ONQR/MINARD/PNADTPS/TB/2019 OF THE ..... FOR THE  
DISTRIBUTION AND ACQUISITIONS OF FERTILIZERS TO PRODUCERS ON BEHALF  
OF THE NATIONAL SUPPORT PROJECT FOR THE DEVELOPMENT OF TOBACCO AND  
STIMULATING PLANTS (PNADTPS)”**

*“To be opened only during the bids analysis session”*

#### **11- Bid bond**

Each bidder must include in his administrative document, a provisional bid bond issued by a bank approved by the Ministry of finance of an amount of two hundred and thousand (200 000) FCFA and valid for thirty (30) days beyond the validity of offers.

In accordance with Article 90 (7) of the Public Procurement Code, which stipulates that small and medium-sized enterprises with capital and national leaders, as well as civil society organizations, may produce, in place of the bid bond, a certified check, either a bank check or a legal hypothec, or a deposit from a bank account or an approved financial institution in accordance with the laws in force.

#### **12- Admissibility of offers**

Under risk being reject, the other administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender.

They must be older than three (03) months preceding the original date of submission of bids or must not have been established after the signing of the tender notice. Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice and Tender File shall be declared inadmissible.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank approved by the Minister Finance in accordance with Article 90 (7) of the Public Procurement Code, which stipulates that small and medium-sized enterprises with capital and national leaders, as well as civil society organizations, may produce, in place of the bid bond, a certified check, either a bank check or a legal hypothec, or a deposit from a bank account or an approved financial institution in accordance with the laws in force will result in outright rejection of the offers.

#### **13- Opening of bids**

The bids shall be opened in single phase.

The opening of the administrative documents and financial offers shall be done on ..... at 13 o'clock local time by the Tenders Boards of the Ministry of Agriculture and Rural Development in the conference hall.

Only bidders may attend or be duly represented by a person of their choice.

#### **14. Main eliminatory criteria**

Bids shall automatically be rejected when:

- Absence of administrative documents;
- Absence or non-conformity of a bid bond issue by a bank approved by the Ministry of finance
- False or falsified documents;
- Non respect of delivery deadline;
- Non-respect of technical specifications
- Non respect the models of pieces;
- Absence of an agreement as a recognised distributor of phytosanitary products, furthermore a letter from the company bearing the certification granting the tenderer the possibility to postulate to this tender; of the approval of the MINARD of current validity.
- Absence of the declaration on the honour to have given up a market during three last years and only the company is not reproduced on the list of the failing companies annually established by the Minister for the Public Markets;

#### **15- Attribution**

The Contracting Authority shall attribute the contract to the tenderer who is in conformity with the specifications of the tender document, disposes technical and financial capacities to execute the contract and who has been evaluated as the least bidder.

#### **16- Validity of offers**

Bidders will remain committed to their tenders for a maximum period of **sixty (60) days** from the deadline set for the submission of tenders.

#### **17- Complementary information**

Complementary technical information may be obtained during working hours from the Contract's Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24.

#### **18- Denunciations**

For any act of corruption, kindly call or send an SMS to MINMAP at the following numbers 673 20 57 25 or 699 37 07 48.

#### **Copies:**

- ARMP (for publication and archiving)
- Chairpersons of Tender Board
- Contracts Service.

Done in Yaounde, the **21 FEB 2019**,  
**The Minister**  
  
  
**Gabriel MBAIROBE**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
*Paix-Travail-Patrie*

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU  
DEVELOPPEMENT RURAL

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES  
ET DU PATRIMOINE

SERVICE DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON  
*Peace - Work - Fatherland*

MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL  
DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES  
AND ASSETS

CONTRACTS SERVICE

005651

N° /MINADER/SG/DRFP/SM/BPE/SA

Yaoundé, le 20 FEV 2019

## NOTE DE PRESENTATION DU PROJET

Les racines et tubercules sont des cultures importantes au Cameroun de par :

- leurs rôles essentiels dans la sécurité alimentaire ;
- leurs potentiels variés de chaîne de valeurs ;
- leurs rôles économiques auprès des petits producteurs : source privilégiée de revenus et souvent la seule possibilité d'avoir accès aux produits de première nécessité ;
- leurs places dans l'échelle des féculents : deuxième denrée de base après le riz.

Le développement de ce secteur au Cameroun fait face à plusieurs contraintes parmi la faible productivité due à la surexploitation des sols.

Pour résoudre cette contrainte liée à la surexploitation des sols, le Projet d'Appui au Développement des Racines et Tubercules (PADRT) se propose de mettre à la disposition des producteurs des engrais minéraux ( 10 tonnes de 20.10.10 ; 25 tonnes de 12.6.20 ; 6 tonnes d'engrais minéraux à base de nitrate de calcium et 100 litres d'engrais foliaires), afin d'améliorer la productivité des champs, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a prévu, dans son budget de l'exercice 2019, un montant de quinze millions (15 000 000) de francs CFA pour l'acquisition desdites fournitures.

Cette acquisition sera financée par la ligne d'imputation N°53 30 392 01 3005, pour un délai de livraison de un (01) mois calendaire, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la prestation. Les fournitures seront livrées au magasin du PADRT à Yaoundé/Nkolbisson.



Gabriel MBAIROBE

**PIECE N° 2**  
**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## A. LE DOSSIER DE CONSULTATION

### ARTICLE 1 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

1.1. Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural dénommé « l'Autorité Contractante », lance une Consultation Ouverte pour l'acquisition et la distribution de 178 sacs de 50 kg d'engrais minéraux (NPK 20-10-10) et 178 sacs de 50kg d'Urée

1.2. Le dossier de consultation comprend les documents ci-après :

- a) l'avis en français et en anglais ;
- b) le règlement de la consultation ;
- c) le modèle de soumission ;
- d) les spécifications techniques ;
- e) le cadre du bordereau des prix unitaires ;
- f) le cadre du devis estimatif et quantitatif ;
- g) le projet de Lettre Commande ;
- h) le modèle de tableau de comparaison des offres ;
- i) les avant modèles des pièces ;
- j) la liste des Ets financiers et compagnies d'assurances agréées par le MINFI.

1.3. Le prestataire devra examiner les instructions, modèles, conditions et spécifications contenues dans le dossier de consultation.

## B. PREPARATION DES OFFRES

### ARTICLE 2 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre ainsi que toutes les correspondances constituant l'offre seront rédigées en français ou en anglais.

### ARTICLE 3 : CONSTITUTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF

Le dossier administratif à soumettre doit impérativement comprendre les pièces suivantes

- la déclaration d'intention à soumissionner timbrée datée et signée ;
- l'Attestation de non redevance ;
- la Déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un Marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics ;
- l'Attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou tout autre document établi par l'institution compétente du pays de résidence du soumissionnaire étranger datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ;
- la caution bancaire délivrée par un Ets financier agréé par le MINFI.
- l'Attestation CNPS datant de moins de 03 mois ;
- l'Attestation de Domiciliation bancaire ;
- l'Attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- la quittance d'achat du dossier de consultation délivrée par le Trésor public ;
- le Plan de localisation de l'entreprise ;
- la Carte de contribuable ;
- le Registre de commerce certifié ;
- l'Attestation de localisation.

### ARTICLE 4 : DOSSIER TECHNIICO-FINANCIER ET SON CONTENU

Le dossier technico-financier à soumettre doit impérativement comprendre :

- (a) la lettre de soumission ou acte d'engagement ;
- (b) le descriptif de la fourniture ;

- (c) le devis estimatif et quantitatif ;
- (d) le projet de la Lettre Commande paraphé sur toutes les pages et signé à la fin du document.
- (e) le bordereau des prix unitaires

#### **ARTICLE 5 : OFFRE**

5.1. Le prestataire précisera dans la soumission le lieu de livraison et les prix hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et tous droits de douanes.

5.2. Le prestataire complétera le bordereau descriptif et quantitatif fourni dans le dossier de consultation, en indiquant les différentes rubriques dans la ligne qui lui est réservée, les prix unitaires, le prix total pour chaque rubrique.

5.3. Le prestataire remplira et signera le projet de Lettre Commande.

#### **ARTICLE 6 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Les prix seront libellés en francs CFA.

#### **ARTICLE 7 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les offres seront valables pour la période de **quatre-vingt-dix (90)** jours à compter de la date de l'ouverture des plis.

#### **C. DEPOT DES OFFRES**

##### **ARTICLE 8 : CACHETAGE ET MARQUAGE DES OFFRES**

Les soumissionnaires placeront l'original et **quatre (04)** copies de leurs offres dans une enveloppe cachetée.

L'enveloppe extérieure devra contenir **deux (02)** enveloppes cachetées ;

- (a) adressée au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le dossier de consultation ;
- (b) portant le nom du projet, le titre et le numéro de la consultation indiqués dans le dossier de consultation.

La **première enveloppe** portera la mention "**Pièces Administratives**" et contiendra les pièces mentionnées à l'article 3.

La **deuxième enveloppe** portera la mention "**Offre Technico-Financière**" et contiendra les pièces mentionnées à l'article 4.

**Toute soumission non conforme en tous points aux prescriptions de la présente consultation sera rejetée.**

##### **ARTICLE 9 : DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES**

Les offres doivent être reçues à l'adresse et au plus tard à l'heure et à la date mentionnées dans l'avis de consultation de la Demande de Cotation au point 10.

#### **D. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES**

##### **ARTICLE 10 : OUVERTURE DES PLIS**

La Commission Ministérielle de Passation des Marchés (CMPM) du MINADER ouvrira les plis en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

L'ouverture des plis aura lieu le ..... à **15 heures précises.**

##### **ARTICLE 11 : VERIFICATION DE LA CONFORMITE ET COMPARAISON DES OFFRES**

La CMPM procédera à la vérification de la conformité et à la comparaison des offres en procédant dans l'ordre suivant :

- \* l'examen de la conformité des offres au plan administratif et du point de vue des délais et des spécifications techniques ;

- \* comparaisons des offres financières : la vérification des opérations arithmétiques, en utilisant le cas échéant les prix unitaires en lettres pour procéder aux corrections nécessaires ;
- \* l'élaboration d'un tableau récapitulatif des offres.

#### **ARTICLE 12 : DROIT DE MODIFIER LES QUANTITES**

Le Maître d'Ouvrage, au moment de l'attribution de la lettre commande, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer de 15% au plus la quantité des fournitures et de services spécifiés dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

#### **ARTICLE 13 : ATTRIBUTION DE LA LETTRE COMMANDE**

La CIPM proposera l'attribution de la lettre commande au cocontractant, dont elle aura déterminé que l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du dossier de consultation, et qu'elle est l'offre la moins-disante.

#### **ARTICLE 14 : COMMUNIQUE DE L'ATTRIBUTION DE LA LETTRE COMMANDE**

Le Maître d'Ouvrage décidera de l'attribution et publiera le résultat de la consultation ouverte, par voie de presse et/ou par voie d'affichage en communiquant :

- a) le nom de l'attributaire ;
- b) l'objet de la consultation ;
- c) le délai de livraison ;
- d) Le montant de la Lettre Commande.

#### **ARTICLE 15 : SIGNATURE DE LA LETTRE COMMANDE**

Dans les quinze (15) jours suivant l'attribution, la Lettre Commande sera signée par le Maître d'Ouvrage et sera notifiée au Cocontractant qui se chargera de l'enregistrer selon la procédure en vigueur.

#### **ARTICLE 16 : CORRUPTION ET MANŒUVRES FRAUDULEUSES**

Le Président, les Membres de la Commission et les soumissionnaires doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante :

- (i) est coupable de «corruption» quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un Marché, et
- (ii) se livre à des «manœuvres frauduleuses» quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un Marché de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage. «Manœuvres frauduleuses» comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage des avantages de cette dernière.
- (iii) Tout soumissionnaire passible de corruption et de manœuvre frauduleuse verra son offre rejetée conformément au Code des Marchés Publics.

**PIECE : N° 3**  
**SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

# SPECIFICATIONS TECHNIQUES

## 1. COMPOSITION NPK 20-10-10

- Conditionnement dans les sacs de 50 kg de polypropylène avec doublure intérieure en polyéthylène ou équivalent portant la mention et indiquant le dosage, nature du produit et le poids net en kilogramme ainsi que la dénomination et éventuellement la marque du fabricant.
- Valeur nutritive pour le sol : 20% d'azote 10% de P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> et 10% de K<sub>2</sub>O engrais granulé complexe unicolore

## 2. COMPOSITION UREE

- Conditionnement dans les sacs de 50 kg de polypropylène avec doublure intérieure en polyéthylène ou équivalent portant la mention et indiquant le dosage, nature du produit et le poids net en kilogramme ainsi que la dénomination et éventuellement la marque du fabricant.
- Valeur nutritive pour le sol : sol 36% d'azote engrais granulé complexe unicolore

**PIECE : N° 4**  
**CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES**

## CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	Désignation	Prix unitaire en toutes lettres hors TVA (FCFA)	U	Prix unitaires en chiffres HTVA (FCFA)
1	NPK 20-10-10			
2	Urée			

Nom du Soumissionnaire-----

(Insérer le nom du soumissionnaire)

Date

(Insérer la date)

**PIECE N° 5**  
**CADRE DU DEVIS ESTIMATIF ET QUANTITATIF**

2

## CADRE DU DEVIS ESTIMATIF ET QUANTITATIF

N°	Désignation	Quantité (Sacs)	Prix unitaire (En chiffres et en lettres)	Prix Total
1	NPK 20-10-10	178		
2	Urée	178		
<b>TOTAL (H TVA)</b>				
TVA (19, 25%)				
IR (2,2% ou 5,5% TH TVA)				
NET A PERCEVOIR				
<b>TOTAL (TTC)</b>				

Total toutes taxes comprises

(lettres) : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ francs

CFA.

**PIECE : N° 6**  
**TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES**

## TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES

N°	Noms des soumissionnaires	Adresse	Conformité de l'offre		Livraison		Prix total  TTC	Observations
			Oui	Non	Délai	Lieu		
1								
2								
3								
4								

### Membres de la Commission Interne de Passation des Marchés :

Nom

Fonction

Signature

**PIECE : N° 7**  
**MODELE DE LA LETTRE COMMANDE**

LETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_/LC/MINADER/CIPM/2019 DU \_\_\_\_\_

PASSEE APRES LA DEMANDE DE COTATION N°002/DC/MINADER  
PNADTPS/CIPM/2019 DU ..... RELATIVE A L'ACQUISITION ET  
DISTRIBUTION DES ENGRAIS AUX PRODUCTEURS POUR LE COMPTE DU  
PROJET NATIONAL D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TABAC ET DES  
PLANTES STIMULANTES (PNADTPS).

TITULAIRE DE LA LETTRE COMMANDE :

OBJET DE LA LETTRE COMMANDE :

DELAI DE LIVRAISON : UN (01) MOIS

LIEU DE LIVRAISON : SIEGE DU PNADTPS A BERTOUA

MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE :

FINANCEMENT : BUDGET DU PNADTPS, EXERCICE 2019

IMPUTATION : 53 30 392 01 3005

SOUSCRITE	LE _____
SIGNEE	LE _____
NOTIFIEE	LE _____
ENREGISTREE	LE _____

**ENTRE :**

Le GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN, représenté par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, ci-après dénommé :

**«LE MAITRE D'OUVRAGE»**

**D'UNE PART,**

**ET**

\_\_\_\_\_ **BP** \_\_\_\_\_, Tél. \_\_\_\_\_

Dont le siège social est situé à \_\_\_\_\_

Représentée par son Directeur Général ci – après désigné

**« LE COCONTRACTANT »**

**D'AUTRE PART,**

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

# SOMMAIRE

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)

Titre II : Spécifications Techniques (ST)

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Titre IV : Devis Estimatif et Quantitatif (DEQ)

# **Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières**



# SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I :</b>	<b>GENERALITES</b>
ARTICLE 1:	OBJET DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 2:	CONSISTANCE DE LA PRESTATION
ARTICLE 3:	PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 4:	DEFINITIONS, ATTRIBUTIONS ET NANTISSEMENT
ARTICLE 5:	LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLES
ARTICLE 6:	NORMES
ARTICLE 7:	PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 8:	TEXTES GENERAUX APPLICABLES.
ARTICLE 9:	COMMUNICATION
ARTICLE 10:	ORDRE DE SERVICE
ARTICLE 11 :	MATERIEL ET PERSONNEL DU FOURNISSEUR
<b>CHAPITRE II :</b>	<b>CLAUSES FINANCIERES</b>
ARTICLE 12 :	GARANTIES ET CAUTIONS
ARTICLE 13 :	MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 14 :	LIEU ET MODE DE PAIEMENT
ARTICLE 15 :	VARIATION DES PRIX
ARTICLE 16 :	AVANCE DE DEMARRAGE
ARTICLE 17 :	INTERETS MORATOIRES
ARTICLE 18 :	PENALITES DE RETARD
ARTICLE 19 :	REGIME FISCAL ET DOUANIER
ARTICLE 20 :	TIMBRES ET ENREGISTREMENT DE LA LETTRE COMMANDE
<b>CHAPITRE III :</b>	<b>EXECUTION DES PRESTATIONS</b>
ARTICLE 21:	BREVET
ARTICLE 22 :	LIEU ET DELAI DE LIVRAISON
ARTICLE 23 :	ROLES ET RESPONSABILITES DU FOURNISSEUR
ARTICLE 24 :	TRANSPORT ET ASSURANCE
<b>CHAPITRE IV :</b>	<b>RECEPTION</b>
ARTICLE 25 :	RECEPTION TECHNIQUE
ARTICLE 26 :	RECEPTION DEFINITIVE
<b>CHAPITRE V :</b>	<b>DISPOSITIONS DIVERSES</b>
ARTICLE 27 :	RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 28 :	CAS DE FORCE MAJEURE
ARTICLE 29 :	DIFFERENDS ET LITIGES
ARTICLE 30 :	EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 31 ET DERNIER:	ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE COMMANDE

## CHAPITRE I : GENERALITES

### ARTICLE 1: OBJET DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande a pour objet la fourniture des engrais aux producteurs pour le compte du PNADTPS.

### ARTICLE 2: CONSISTANCE DE LA PRESTATION

La prestation de la présente Lettre Commande consiste en la fourniture de 178 sacs de 50 kg d'engrais minéraux (NPK 20-10-10) et 178 sacs de 50kg d'Urée au **Projet National d'Appui au Développement du Tabac et des Plantes Stimulantes (PNADTPS)**.

### ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande est passée après une Demande de Cotation N°002/DC /MINADER/CIPM/2019 du .....

### ARTICLE 4: DEFINITIONS, ATTRIBUTIONS ET NANTISSEMENT

#### 4.1. Définitions générales

- Le Maître d'Ouvrage est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité Contractante est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité en charge du contrôle de l'effectivité de la prestation est le **Ministère des Marchés Publics**.
- Le Chef de Service du Marché est le **Coordonnateur du Projet National d'Appui au Développement du Tabac et des Plantes Stimulantes**;
- L'Ingénieur du Marché est le **Chef de Service Régional de la Réglementation et du Contrôle de Qualités des Intrants et Produits Agricoles de l'Est**.
- Le Cocontractant est...

#### 4.2. Nantissement

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- Le Responsable chargé du paiement est le **Payeur Spécialisé auprès du MINADER**.
- Le Responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution de la présente Lettre Commande est le **Chef de Service du Marché**.

### ARTICLE 5: LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLES

5.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

5.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation de la Lettre Commande. Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature de la présente Lettre Commande venaient à être modifiés après la signature de celle-ci, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

### ARTICLE 6: NORMES

6.1. Les fournitures livrées en exécution de la présente Lettre Commande seront conformes aux normes et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

6.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations de la présente Lettre Commande en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

## **ARTICLE 7: PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE COMMANDE**

Les pièces contractuelles constitutives de la présente Lettre Commande sont par ordre de priorité :

1. Le lettre de soumission ou acte d'engagement;
2. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
3. Spécifications techniques ;
4. les éléments propres à la détermination du montant de la Lettre Commande, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires; le détail ou le devis estimatif ; le sous-détail des prix unitaires.

## **ARTICLE 8: TEXTES GENERAUX APPLICABLES**

La présente Lettre Commande est soumise aux textes généraux ci-après :

1. Loi n°2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité commerciale au Cameroun ;
2. La loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat ;
3. La loi n°2018/0222 du 11 décembre 2018 portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2019;
4. Le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics et ses textes modificatifs subséquents ;
5. Le décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics et ses modificatifs subséquents ;
6. Le décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement modifié et complété par le décret n°2019/002 du 04 mars 2019 ;
7. Le décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics dans ses dispositions non contraires au Code des Marchés Publics ;
8. Le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses textes d'application ;
9. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de fourniture mis en vigueur par arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007 ;
10. Les normes en vigueur ;
11. Circulaire N°0001/C/MINFI du 28 décembre 2018 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au suivi et au Contrôle de l'exécution du budget de l'Etat, des Entreprises et des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'exercice 2019 ;
12. La Décision N°006/D/MINMAP/SG/DAJ du janvier 2018 constatant la composition des Commissions de Passation des Marchés.
13. D'autres textes spécifiques au domaine concerné par la Lettre Commande.

## **ARTICLE 9 : COMMUNICATION**

9.1. Toutes communications au titre de la présente Lettre Commande sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après

- a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire Madame/Monsieur.....

A son domicile situé à son siège ou à l'Agence territorialement compétent, ou le cas échéant, à côté du lieu de livraison;

Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Maître d'Ouvrage, au Chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la maire de..

- b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire :

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural avec copie adressée dans les Mêmes délais au Chef de service du Marché et à l'Ingénieur le cas échéant.

9.2. Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances à l'Ingénieur du Marché, avec copie au Chef de service du Marché.

#### **ARTICLE 10 : ORDRE DE SERVICE**

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

10.1. Dès diffusion du marché au titulaire, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour délivrer l'ordre de service de démarrage des prestations. Une copie dudit ordre de service est transmise au Ministère en charge des Marchés Publics, l'organisme chargé de la Régulation des marchés publics, au Chef de service du Marché, à l'Ingénieur du Marché, à l'organisme Payeur.

10.2. Les ordres de services ayant une incidence sur les prix ou sur les délais constituent des actes contractuels de gestion d'un marché et sont émis dans les conditions suivantes :

- i. lorsqu'un ordre de service est susceptible d'entraîner le dépassement du montant du marché, sa signature est subordonnée aux justificatifs des finances par le Maître d'Ouvrage ;
- ii. en cas de dépassement du montant du marché, les modifications ne peuvent se faire que par voie d'avenant et les prestations supplémentaires ne peuvent être payées qu'après signature de ce dernier ;
- iii. les ordres de service pour prestations supplémentaires peuvent être signés par le Maître d'Ouvrage et régularisés plus tard par voie d'avenant, tant que leur incidence financière est inférieure à dix (10) pour cent (100) du montant du Marché.

Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence.

En tout état de cause, toute modification touchant aux spécifications techniques ou clauses techniques particulières doit faire l'objet d'une étude préalable sur l'étendue, le coût et les délais du marché.

10.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le Chef de service du marché et notifiés Cocontractant par le l'Ingénieur du Marché avec copie au Ministère en charge des Marchés Publics, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

10.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de Service du Marché avec copie au Ministère en charge des Marchés Publics, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et à l'Ingénieur du Marché.

10.5. Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef Service du marché avec copie au Ministère en charge des Marchés Publics, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et à l'Ingénieur du Marché.

10.6. Les ordres de service prescrivant les prestations nécessaires pour remédier aux désordres ne relevant pas d'une utilisation normale qui apparaîtraient dans les fournitures ou prestations réalisées pendant la période de garantie, seront signés par le Chef Service du Marché, sur proposition de l'Ingénieur du marché et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur du Marché.

10.7. Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le Cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus.

#### **ARTICLE 11 : MATERIEL DU FOURNISSEUR**

11.1. Matériel proposé dans l'offre

Le fournisseur utilisera le matériel approprié proposé dans l'offre pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

11.2. Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

B  
↓

## CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

### ARTICLE 12 : GARANTIES OU CAUTIONS

#### 12.1 Cautionnement définitif

Conformément aux dispositions de l'Article 142 du Code des Marchés Publics, il n'est pas prévu de cautionnement définitif dans le cadre de cette Lettre Commande.

### ARTICLE 13 : MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE

Le montant de la présente Lettre Commande, tel qu'il ressort du détail ou devis estimatif ci-joint, est de \_\_\_\_\_ (en chiffres) \_\_\_\_\_ (en lettres) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_) francs CFA ;
- Montant de la TVA : \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_) francs CFA ;
- Montant AIR: \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_) francs CFA ;
- Montant Net à Percevoir: \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_) francs CFA.

### ARTICLE 14 : LIEU ET MODE DE PAIEMENT

14.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le maître d'Ouvrage au fournisseur, dans les conditions indiquées dans la Lettre Commande, le fournisseur s'engage par les présentes à exécuter la Lettre commande conformément aux dispositions de la Lettre Commande.

14.2. Les paiements s'effectueront au compte n° \_\_\_\_\_ ouvert au nom du fournisseur à la banque \_\_\_\_\_.

### ARTICLE 15 : VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes

### ARTICLE 16 : AVANCE DE DEMARRAGE

Le Maître d'Ouvrage n'accordera pas d'avance de démarrage pour la présente Lettre Commande.

### ARTICLE 17 : INTERETS MORATOIRES

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément des articles 166 et 167 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marché Publics.

### ARTICLE 18 : PENALITES DE RETARD

#### A. Pénalités de retard

18.1. En cas de dépassement du délai contractuel imputable au titulaire du marché, il lui est appliqué une pénalité de retard, dont le montant est fixé comme suit :

a- Un deux millième (1/2000è) du montant TTC de la Lettre Commande de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;

b- Un millième (1/1000è) du montant du montant de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

#### B. Pénalités spécifiques

18.2. Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le Cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- Remise tardive du cautionnement définitif ;
- Remise tardive des assurances.

18.3. En tout état de cause, le montant cumulé des pénalités ne saurait excéder dix pour cent (10%) du montant TTC de la Lettre Commande de base et de ses avenants éventuels sous peine de résiliation.

### ARTICLE 19 : REGIME FISCAL ET DOUANIER

La Lettre Commande est soumise en matière de fiscalité à la réglementation en vigueur dans la République du Cameroun. la Lettre Commande est conclue tout taxes comprises,

conformément au décret N°2003/651/PM du 16 avril 2003 qui définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux dispositions du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
  - o Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique ;
  - o Des droits et taxes communaux.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Sauf mention spécifique contraire, l'Entrepreneur devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges lui incombant ainsi qu'à ses sous-traitants.

#### **ARTICLE 20 : TIMBRES ET ENREGISTREMENT DE LA LETTRE COMMANDE**

Sept (07) exemplaires originaux de la Lettre Commande seront timbrés et enregistrés par les soins et au frais du fournisseur, conformément à la réglementation en vigueur.

### **CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **ARTICLE 21 : BREVET**

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

#### **ARTICLE 22 : LIEU ET DELAI DE LIVRAISON**

##### **22.1. Lieu de livraison**

Les fournitures, objet de la présente Lettre Commande, seront livrées **dans les magasins du Projet National d'Appui au Développement du Tabac et des Plantes Stimulantes à Bertoua**. Elles seront distribuées conformément à la répartition du tableau-après :

N°	Région	Quantité NPK 20.10.10	Quantité Urée
1	Est	89	89
2	Centre	31	31
3	Sud	09	09
4	Ouest	18	18
5	Nord-Ouest	4	4
6	Sud-Ouest	4	4
7	Littoral	10	10
8	Grand-Nord	13	13

##### **22.2. Délai de livraison**

Le délai de livraison maximum est fixé à un (01) mois, à compter de la date de l'ordre de service de commencer la livraison.

#### **ARTICLE 23 : ROLES ET RESPONSABILITES DU FOURNISSEUR**

Le fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture des biens tels que décrits dans le ST, sous le contrôle de l'Ingénieur du Marché et ce conformément à la présente Lettre Commande et aux règles et normes en vigueur au Cameroun.

## **ARTICLE 24 : TRANSPORT, ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE**

### **24.1. Emballage pour le transport**

Le fournisseur doit prendre toutes dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

### **24.2. Assurance**

Le fournisseur devra, à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur, ou faire contracter et maintenir en vigueur dans le détail de quinze (15) jours à compter de la notification de la Lettre Commande, les assurances énumérées ci-dessus, pour les montants, avec les franchises et sous les autres conditions stipulées dans les spécifications techniques, et ce pendant toute la durée d'exécution de la Lettre Commande. L'identité des assureurs et la forme des polices seront soumises à l'appréciation du Maître d'Ouvrage, étant entendu que cette approbation ne devra pas être refusée sans motif légitime.

#### a) Assurance tous risques des travaux de montage

Couvrant la perte ou les dommages causés aux installations sur le site, survenant avant l'achèvement des installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité de l'Entrepreneur au titre de la perte ou des dommages survenant pendant la période de garantie, aussi longtemps que l'Entrepreneur restera sur le site pour exécuter ses obligations pendant la période de garantie.

#### b) Assurances de responsabilité civile vis-à-vis des tiers

Couvrant les risques de dommage corporels causés à des tiers ou les risques de décès de tiers (y compris le personnel du Maître d'Ouvrage) et les risques de perte ou de dommage causés à des biens, survenant en relation avec la fourniture et le montage des installations.

#### c) Assurance de responsabilité automobile

Couvrant l'utilisation de tous les véhicules utilisés par l'Entrepreneur ou ses sous-traitants (qu'ils en soient ou non propriétaires) en relation avec l'exécution de la Lettre Commande.

#### d) Assurance contre les accidents du travail

Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays ou tout ou partie de la Lettre Commande doit être exécuté.

#### e) Assurance de responsabilité civile du Maître d'Ouvrage

Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays ou tout ou partie de la Lettre Commande doit être exécuté.

#### f) Autres assurances

Toutes autres assurances qui pourront être spécifiquement convenues entre les parties à la Lettre Commande présentes, telles qu'énumérées dans l'annexe mentionnée ci-dessus.

## **CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION**

### **ARTICLE 25 : RECEPTION TECHNIQUE**

La Commission de réception sera composée des membres suivants:

- L'Ingénieur du marché ;
- Le Chef de Service du Marché
- L'Agent chargé de la Comptabilité-Matières du PNADTPS.

Elle procédera à la réception technique des fournitures, un échantillon des produits sera prélevé séance tenante pour analyse suivi d'un rapport de réception technique.

### **ARTICLE 26 : RECEPTION DEFINITIVE**

La réception définitive est conditionnée par la remise du rapport d'analyses de l'échantillon prélevé lors de la réception technique. La procédure de la réception définitive est la même que celle de la réception technique.

La commission de réception définitive est composée des membres suivant :

- Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural ou son Représentant.....Président ;
- L'ingénieur du Marché.....Rapporteur ;
- Le Chef de Service du Marché.....Membre ;
- Le Représentant du MINMAP.....Observateur ;
- Le Chef de Service des Marchés du MINADER.....Membre ;
- L'Agent Public chargé de la comptabilité-Matières du PNADTPS.....Membre ;
- Le Cocontractant ou son Représentant dûment mandaté.....Membre.

Les membres de la commission de réception sont convoqués au moins dix jours avant la date de réception. Le fournisseur est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter).

Il assiste à la réception en qualité d'observateur. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de réception.

La Commission examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception définitive des prestations s'il y a lieu.

La visite de la réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception définitive signé sur le champ par les deux tiers 2/3 au moins des membres de la commission dont le Président.

Au cas où la réception n'est pas prononcée le procès-verbal de réception précis les réserves à lever assorties des délais, avant la prononciation de ladite réception.

## CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE 27 : RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE

27.1. La Lettre Commande est résiliée de plein droit comme prévu à l'article 180 du Code des Marchés dans l'un des cas suivants :

- a. décès du titulaire de la Lettre Commande. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut, s'il y a lieu, autoriser que soient acceptées les propositions présentées par les ayants droits pour la continuation des prestations ;
- b. faillite du titulaire de la Lettre Commande. Dans ce cas, le Maître peut accepter s'il y a lieu, des propositions qui peuvent être présentées par les créanciers pour la continuation des prestations ;
- c. liquidation judiciaire, si le Cocontractant de l'Administration n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise ;
- d. en cas de sous-traitance, de cotraitance ou de sous-commande sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage ;
- e. défaillance du Cocontractant de l'Administration dûment constatée et notifiée à ce dernier par le Maître d'Ouvrage par ordre de service valent mise en demeure ;
- f. non-respect de la législation ou de la réglementation du travail ;
- g. variation importante des prix dans les conditions définies par le cahier des clauses administratives générales, suite à la notification des conditions économiques ou des quantités initiales de la Lettre Commande ;
- h. manœuvres frauduleuses et corruption dûment constatées.

27.2. Le marché peut également être résilié dans les conditions stipulées aux articles 74, 75 et 76 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

- a. En cas de force majeure et après avis de l'autorité chargée des marchés publics en l'absence de toute responsabilité du Cocontractant de l'administration sans préjudice des indemnités auxquels ce dernier peut prétendre ;
- b. Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des prestations ;
- c. Refus de la reprise des prestations non conformes ;
- d. Défaillance du fournisseur ;
- e. Non-paiement persistant des prestations.

#### **ARTICLE 28: CAS DE FORCE MAJEURE**

En cas de force majeure, le Cocontractant ne pourra voir sa responsabilité dérogée que s'il a averti par écrit le Maître d'Ouvrage de son intention d'évoquer ce cas de force majeure, et ce avant la fin du troisième (3ème) jour qui a succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier ce cas de force majeure et les preuves fournies.

#### **ARTICLE 29 : DIFFERENDS ET LITIGES**

Les différends ou litiges nés de l'exécution de la présente Lettre Commande peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable. Lorsqu'aucune solution à l'amiable ne peut être apportée au différend celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

#### **ARTICLE 30 : EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE**

Sept (07) exemplaires de la présente Lettre Commande seront édités par les soins du fournisseur et fournis au Chef de Service.

#### **ARTICLE 31 ET DERNIER : ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE COMMANDE**

La Lettre Commande ne deviendra définitive qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Elle entrera en vigueur dès sa notification au fournisseur par ce dernier.

PAGE \_\_\_\_\_ ET DERNIERE DE LA LETTRE COMMANDE  
N° \_\_\_\_\_ LC/MINADER/CIPM/2019 PASSEE APRES CONSULTATION OUVERTE POUR  
LA DEMANDE DE COTATION N°002/DC/MINADER/PNADTPS/CIPM/2019  
DU.....AVEC LA SOCIETE .....BP :..... RELATIVE A  
L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES ENGRAIS AUX PRODUCTEURS POUR  
LE COMPTE DU PROJET NATIONAL D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU  
TABAC ET DES PLANTES STIMULANTES. (PNADTPS).

MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE: \_\_\_\_\_

DELAI DE LIVRAISON ET LIEU DE LIVRAISON : UN (01) MOIS/SIEGE DU  
PNADTPS-BERTOUA

LUE ET APPROUVEE PAR :

**LE COCONTRACTANT**

YAOUNDE, LE \_\_\_\_\_

SIGNEE PAR :

**LE Maître d'Ouvrage**

*YAOUNDE, LE* \_\_\_\_\_

ENREGISTREMENT :



**PIECE : N° 8**  
**MODELES DES PIECES**

## ANNEXE N°1 : MODELE DE SOUMISSION

Je soussigné.....(indiquer le nom et la qualité du signataire) représentant de la Société, l'entreprise ou le groupement.....dont le siège social est à .....inscrite au registre du commerce de.....sous le n°.....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offres y compris les additifs N°.....(rappeler l'objet de l'appel d'offres)

Me soumet et m'engage à livrer les fournitures conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à (en chiffres et en lettres).....francs CFA Hors TVA, et à.....francs CFA toutes taxes comprises (en chiffres et en lettres)

M'engage à livrer les fournitures dans un délai de.....mois

M'engage en outre à maintenir mon offre dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :.....

.....  
L'Administration se libérera les sommes dues par elle au titre de la présente Lettre Commande en faisant donner crédit au compte N°.....ouvert au nom de..... auprès de la

banque.....Agence de.....

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à

.....le.....

Signature de .....

En qualité de.....

Dûment autorisé à signer les soumissions pour et nom de.....

## ANNEXE N°2 : MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION

Adresse à (*indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse*), « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseur ....., ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du ..... Pour (*rappeler l'objet de l'appel d'offres*), ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à (*indiquer le montant*) francs CFA,

Nous ..... (*nom et adresse de la banque*), représentée par ..... (*noms des signataires*), ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de (*indiquer le montant*) Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;

Où

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'ouvrage pendant la période de validité :

- Manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (*cautionnement définitif*), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à.....,le.....

Signature de la banque

### ANNEXE N°3 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Banque :

Référence de caution : N°.....

Adresse à (indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse) Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que..... (Nom et adresse fournisseur), ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser (indiquer la nature des travaux)

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à (indiquer le pourcentage compris 2 et 5%) du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux cautions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au fournisseur ce cautionnement,

Nous,..... (Nom et adresse de banque),

Représentée par..... (Noms des signataires),

ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de

..... (En chiffres et en lettres).

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification au Fournisseur, par le Maître d'Ouvrage, de l'approbation du marché. Elle sera libérée dans un délai de (indiquer le délai) à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

A....., le.....

[Signature de la banque]

#### ANNEXE 4 : DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

A insérer en annexe à la

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier de Consultation N°002/DC/MINADER/PNADTPS/CIPM/2019 relative à l'acquisition et distribution des engrais aux producteurs pour le compte du Projet National d'Appui au Développement du Tabac et des Plantes Stimulantes (PNADTPS).

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

## ANNEXE N° 5 : MODELE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné M.....Directeur

Général de : .....BP : .....NIU.....

Soumissionnaire (références de l'Appel d'Offres).....

.....  
.....  
.....

En application des dispositions de la lettre-circulaire

N°004/LC/MINMAP/CAB du 25 janvier 2017 relative à la prise en compte des défaillances des entreprises dans l'exécution des marchés antérieurs pour l'attribution de nouveaux marchés,

Déclare sur l'honneur par la présente :

1. N'avoir abandonné aucun marché au cours de trois (03) dernières années sur l'ensemble du territoire national ;
2. Que .....(nom de la structure).....ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies annuellement par le Ministre des Marchés Publics.

En foi de quoi la présente déclaration sur l'honneur est établie et signée pour servir et valoir ce que de droit

Fait à .....

Nom et Prénom, Signature du responsable de la structure.



**PIECE : N°9**

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES  
FINANCIERS HABILITES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE  
CADRE DES MARCHES**

---

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS DE  
PREMIER RANG AGREES PAR LE MINISTRE DES FINANCES, AUTORISES A  
EMETTRE LES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS.**

**I) BANQUES**

- 1- Afriland First Bank (First Bank), BP: 11 834, Yaoundé ;
- 2- Banque Atlantique Cameroun (BACM), BP: 2 933, Douala
- 3- Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), BP : 12962,  
Yaoundé
- 4- Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK), BP : 600  
Douala ;
- 5- Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), BP : 1925,  
Douala ;
- 6- Bank Of Africa (Cameroun), BP 4593. Douala
- 7- CitiBank Cameroun (CITIGROUP), 4571, Douala;
- 8- Commercial Bank of Cameroon (CBC), BP: 4004, Douala;
- 9- Ecobank Cameroun (ECOBANK), BP: 582, Douala;
- 10- National Financial Credit Bank (NFC-BANK), BP: 6578, Yaoundé;
- 11- Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-Cameroun), BP : 300, Douala ;
- 12- Société Générale Cameroun (SGC), BP : 1042, Douala ;
- 13- Standard Chartered Bank Cameroun (SCBC), BP: 1784, Douala;
- 14- Union Bank of Cameroun PLC (UBC), BP: 2088, Douala;
- 15- United Bank of Africa (UBA), BP: 2088, Douala.

**II) COMPAGNIES D'ASSURANCES**

- 16- Activa Assurances, B.P : 12 970 Douala ;
- 17- Assurance et Réassurance Africaine (AREA) B.P : 1531, Douala. ;
- 18- Atlantique Assurances S.A. B.P : 2933, Douala.;
- 19- Beneficial General Insurance S.A. B.P : 2328, Douala.
- 20- Chanas Assurances, B.P : 109 Douala ;
- 21- CPA S.A. B.P : 54, Douala.
- 22- Proassur B.P : 5963, Douala.
- 23- SAAR S. A. B.P : 1011, Douala.
- 24- Nsia Assurances S.A, BP : 2759 Douala
- 25- Saham Assurances. B.P : 11 315 Douala.
- 26- Zenithe Insurance, B.P : 1540, Douala.